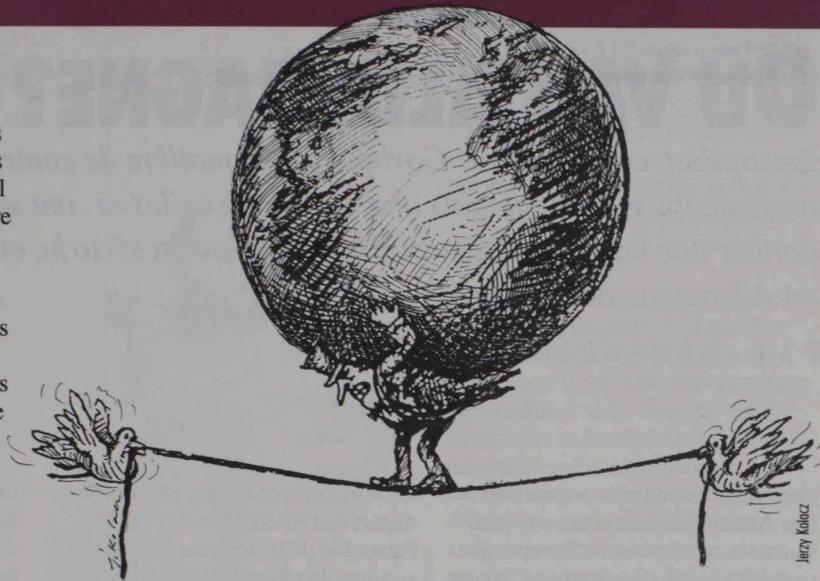


C'est une écrasante responsabilité que nous devons assumer. Remercions le Seigneur qu'elle retombe sur nos épaules plutôt que sur celles de nos ennemis, et prions qu'Il nous aide à exploiter cette force comme Il l'entend.» La puissance extraordinaire du nucléaire était terrifiante, d'une certaine façon, mais au moins elle était entre de bonnes mains. Citons ici les propos tenus par Truman dans son discours du 27 octobre 1945, Jour de la Marine : «Le fait que nous possédions cette arme, et toute autre arme nouvelle, ne pose aucune menace pour quelque nation que ce soit... Que nous soyons les détenteurs... de cette nouvelle force de destruction nous apparaît comme une mission sacrée.»

Dès le début se sont esquissés les thèmes et les présomptions qui, de nos jours, caractérisent souvent la pensée américaine sur les armes nucléaires. Il y a, par exemple, la notion que les États-Unis ont le droit et le devoir d'agir dans l'intérêt de toute l'humanité. La puissance de l'État américain, contrairement à celle d'autres États, doit inspirer confiance. Comme les Américains n'ont que des intentions bénignes, la puissance militaire de ce pays ne pose aucun problème, sauf pour les «agresseurs». Seuls les pays incarnant «le mal» ont raison de craindre la force des Américains. Les armes nucléaires, donc, n'ont rien de répréhensible tant qu'elles sont détenues par une puissance strictement défensive comme les États-Unis.

Parfois, on va jusqu'à prétendre que les adversaires eux-mêmes reconnaissent la nature passive de l'arsenal américain. Eugene Rostow, un ancien directeur de la *US Arms Control and Disarmament Agency*, a écrit en 1984 : «Le gouvernement soviétique a compris depuis belle lurette qu'il ne court pas le risque d'une attaque armée.» «Nous pouvons être certains,» affirmaient les auteurs de *A Forward Strategy for America*, texte publié par le *Foreign Policy Research Institute* en 1961, «que les stratèges soviétiques comprennent fort bien que le réseau des bases américaines d'outre-mer constitue un instrument de défense et de représailles, et non un instrument offensif-préemptif. Nos véritables intentions stratégiques sont donc faciles à deviner pour eux.»* (En fait, comme l'ont montré David Alan Rosenberg et d'autres, la préemption était un élément essentiel de la stra-

*Robert Strausz-Hupé, William R. Kintmen, Stefan T. Possony, *A Forward Strategy for America*, New York: Harper, 1961.



tégie américaine.) Ce genre de raisonnement procédait de la notion fondamentale que les étrangers devaient comprendre l'Amérique de la même façon que l'Amérique se comprenait elle-même.

CETTE TENDANCE GÉNÉRALISÉE QUI consiste à placer les rapports entre superpuissances sur des assises morales a eu plusieurs conséquences. En premier lieu, elle a découragé un examen pragmatique et judicieux des intentions soviétiques et des réponses probables de l'URSS face aux initiatives des États-Unis. Si la droiture et la rectitude présumées des Américains constituent un côté de la médaille, l'envers ne peut correspondre qu'à l'image d'une Russie agressive et sinistre. Une image appelle l'autre. Ce dualisme conceptuel s'est traduit par une profusion d'hypothèses alarmistes concernant l'URSS, de sorte qu'on ne s'est pas soucié d'étudier ses politiques et ses objectifs réels. Si l'on est déjà fixé sur les motifs de Moscou il est superflu de se livrer à de longues et laborieuses enquêtes sur les complexités de la politique soviétique. Qui plus est, ces hypothèses morales tendent fréquemment à fausser les prévisions concernant les réactions éventuelles de l'URSS aux accumulations nucléaires «défensives» effectuées par les États-Unis. Une sorte de prétention morale a incité ces derniers à traiter la culture soviétique avec mépris et à déprécier ou ignorer ses réalisations potentielles ou probables. Pour sa part, l'URSS a refusé de se laisser intimider; Moscou a toujours suivi la mise de Washington dans cette surenchère nucléaire, ce qui a compromis encore davantage la sécurité de l'Occident.

En deuxième lieu, le moralisme a entravé la diplomatie. En mettant

l'accent sur l'incompatibilité présumée des valeurs fondamentales, ce moralisme tend à occulter les possibilités de collaboration fondées sur des intérêts mutuels (comme la prévention et la gestion des crises régionales). À cause de lui, il s'est avéré très difficile de conclure tout accord qui ne fasse pas droit à la prédominance des États-Unis : après tout, peut-on vraiment s'attendre à ce qu'un pays moralement supérieur se contente de la simple parité ? Toujours à cause de ce moralisme, on a également manqué un nombre important d'occasions de réduire les tensions et de limiter la rivalité militaire. Une de ces occasions s'est notamment présentée vers la fin des années 1950, lorsque Moscou se trouvait sous la houlette de Nikita Khrouchtchev, partisan de la réforme et de la déstalinisation, qui faisait des ouvertures prometteuses en direction de l'Ouest. Le moralisme des États-Unis a nui à la formulation de réponses positives qui, à long terme, auraient presque sûrement favorisé la sécurité des États-Unis.

Enfin, la prétention à la supériorité morale facilite la confusion entre les fins et les moyens. Si les visées d'un pays sont bonnes en soi (par exemple, la défense et l'élargissement des «libertés»), les moyens militaires sélectionnés pour parvenir à ces fins seront probablement jugés plus légitimes que si ces mêmes moyens se trouvaient aux mains d'autres États. C'est l'arsenal nucléaire de l'adversaire qui fait peser la vraie menace, car de «notre côté», les fins honorables justifient les moyens mortels. On sent que les États-Unis répugnent à envisager les rapports entre superpuissances sur le plan des intérêts propres et de la réciprocité des menaces et contre-menaces, c'est-à-dire sur le plan des relations politiques classiques. Qui plus est, cette

tendance à placer la politique dans un contexte moral a entraîné des résultats ironiques. Alors même que les États-Unis se targuent de «vénération la vie» et de tenir en haute considération les droits de la personne, c'est en fait Washington et la plupart de ses alliés qui ont fait ressortir l'utilité de la menace nucléaire et qui ont, les premiers, défendu la valeur politique des technologies de destruction de masse. L'Occident civilisé est le promoteur numéro un d'un moyen très peu civilisé de faire la guerre. Le pharisaïsme des États-Unis (et, de façon plus générale, de l'Occident) a contribué dans une large part à cet aveuglement qui nous empêche, nous les «peuples libres», de voir que nous avons choisi de lier la sécurité de nos nations à une machine de destruction planétaire.

DANS LE MÊME DISCOURS OÙ IL assimilait la possession de l'arme atomique à une «mission sacrée», le président Truman a également lancé un avertissement. «Pour notre part», a-t-il dit, «nous devons chercher à comprendre les problèmes spéciaux des autres nations. Nous devons chercher à comprendre qu'ils aspirent légitimement à la sécurité telle qu'ils la conçoivent.» Cette observation, très perspicace sur le plan politique, définissait la condition *sine qua non* d'une diplomatie américaine efficace. Malheureusement, la graine est tombée dans une terre hostile. Les dogmes pharisaïques et chauvins étaient toujours très prisés, et pas uniquement chez les Bolcheviques. Dans leur expression populiste américaine, renforcée par un orgueil technologique très marqué, nous trouvons quelques-unes des racines d'une course aux armements effrénée qui échappe encore à toute maîtrise. La fierté peut être, parfois, une émotion saine; mais aux États-Unis, une fierté nationaliste débridée demeure encore un ennemi tenace de l'intérêt national. □

Pour en savoir plus

Gérard Bergeron, *La guerre froide recommencée*, Les Éditions du Boréal Express, 1986.

Fred Kaplan, *The Wizards of Armageddon*, New York: Simon & Schuster, 1983.

Steven E. Miller, rédacteur, *Strategy and Nuclear Deterrence*, textes par Bernard Brodie, Robert Jervis, David Alan Rosenberg, Princeton, New Jersey: Princeton University Press, 1984.